



Implemented by



Facilité de soutien aux entreprises pour des chaînes de valeur agricoles résilientes

Fonds compétitif de contrepartie (MGF)

Contrats et finances

Chaînes de valeur de l'anacarde, du cacao, du maïs et du bétail

12 juillet 2024

Veuillez noter que la session sera enregistrée !



Ordre du jour

1. Spécificités du contrat
2. Format du contrat
3. Modèle de budget au stade de la note succincte
4. Exemple : Document d'appui - Modèle de budget
5. Coût éligible



Spécificités du contrat

Le Fonds compétitif de contrepartie vous concerne si...

... vous êtes une société privée enregistrée qui cherche à financer un projet avec des objectifs de développement.

...votre idée de projet a un résultat de développement direct et un caractère d'utilité publique. Le bénéfice de votre entreprise peut être un "sous-produit", mais pas l'objectif principal (droit des associations sans but lucratif).

... vous avez la capacité de couvrir au moins 50 % (pour le cacao, le maïs et le bétail) ou au moins 60 % (pour l'anacarde) de la valeur totale du contrat.

...vous ne souhaitez pas soutenir directement et uniquement votre activité principale avec cette opportunité de financement.

... vous êtes basé dans un pays membre de l'OEACP.

...vous avez identifié au moins un partenaire du consortium avec lequel vous souhaitez coopérer dans le cadre de ce projet



Format du contrat - PDiSP

PDiSP = partenariats de développement intégrés avec le secteur privé



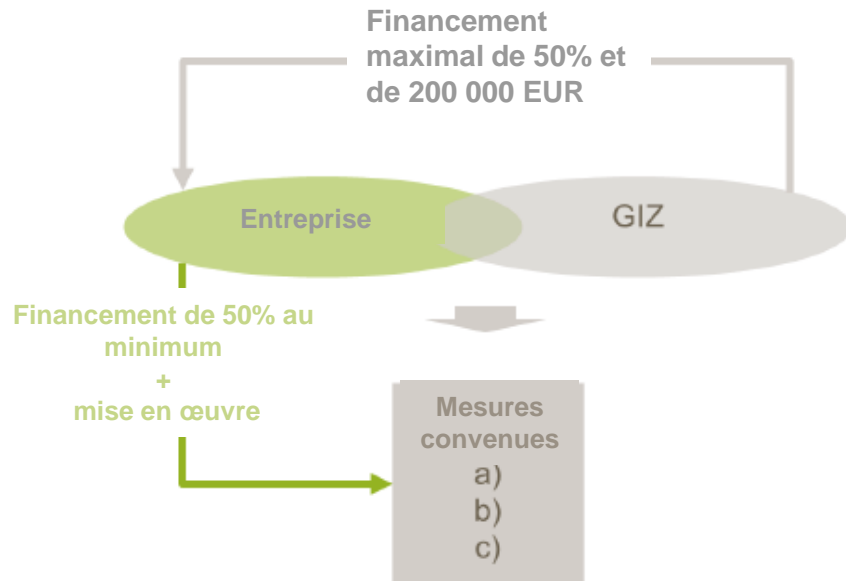
Un PDiSP (partenariats de développement intégrés avec le secteur privé) est un **projet commun et formalisé entre la GIZ et une ou plusieurs entreprises privées** (= avec un contrat). Il s'agit d'un partenariat entre partenaires égaux qui poursuivent ensemble un objectif commun au profit d'un troisième groupe (groupe cible). Tous les partenaires apportent leur expertise, des contributions en nature et/ou de l'argent.

Les PDiSP peuvent être conclus sous la forme d'un

- **Accord de coopération** (pas de flux financier entre les partenaires, les partenaires mettent en œuvre conjointement) ou
- **Accord de mise en œuvre** (la GIZ apporte une contribution financière au partenaire privé, tandis que ce dernier est responsable de la mise en œuvre). → **option préférée pour cet appel**

Format du contrat - iDPP

Accord de mise en œuvre



- L'entreprise met en œuvre le projet de manière indépendante (dirige le projet) et fournit des preuves des coûts et des intrants.
- Les contributions de l'entreprise privée peuvent être en espèces ou en nature (par exemple, le personnel prévu pour le projet).
- L'auditeur externe doit certifier le coût

Modèle de budget au stade de la note succincte

**Ensemble, au moins 50%
de la valeur du contrat**

Catégorie budgétaire	Contribution du postulant chef de file (en euros)	Contribution des autres partenaires du consortium (en euros)	Contribution demandée à la GIZ (en euros)	Coût total (en euros)
Frais de personnel des candidats	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR
Coûts des prestataires de services et des experts externes	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR
Frais de voyage (pour le personnel et les experts externes)	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR
Équipement (max. 30 % du coût total) (par exemple, approvisionnement en énergie, transformation, irrigation, entrepôt) ²	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR
Autres coûts (formation et autres éléments, par exemple intrants agricoles de démonstration)	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR
Audit	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR
Coût total	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR	<input type="text"/> EUR

Appliquez le pourcentage entre la partie privée (consortia) du budget et la partie publique (GIZ) du budget à chaque ligne budgétaire.

Par exemple :

**Part : 55% partie privée (chef de file + partenaire consortium)
45% partie publique (GIZ)**

Frais de voyage prévus pour le candidat principal et le partenaire du consortium :

Total : 10 000 EUR →
Partie privée : 5 500 EUR
Partie publique : 4 500 EUR

Exemple : Document d'appui - Modèle de budget

- Pays d'opération : Benin
- Valeur du projet : 100 000 000 FCFA
- Part des consortiums : 50%
- La part des consortiums doit être d'au moins 50 %. Toutes les lignes budgétaires doivent être divisées par la part convenue au préalable.
- ▲ Il n'est pas possible que la GIZ paie entièrement une ligne budgétaire (par exemple, les coûts de formation) et le partenaire l'autre (par exemple, les coûts de personnel) dans l'accord de mise en œuvre du PDiSP

Coût éligible

- Seuls les **coûts directs**, sans majoration, peuvent être couverts.
- Les coûts doivent être supportés pendant la durée du contrat

- Les coûts éligibles sont les suivants :

- ▮ Rémunération des salariés de l'entreprise
- ▮ Honoraires des experts externes
- ▮ Frais de voyage, billets d'avion
- ▮ Coûts des matériaux et de l'équipement
- ▮ Coûts des biens d'équipement
- ▮ Autres coûts

- Les coûts non éligibles sont :

- ▮ Frais de vente et de distribution, y compris les frais de publicité
- ▮ Taxe professionnelle communale
- ▮ Coûts de la recherche et du développement indépendants
- ▮ **Veillez consulter l'annexe 3_ Lignes directrices sur les coûts éligibles au remboursement pour une liste exhaustive.**

Coût éligible

Rémunération des salariés de votre entreprise / Frais de personnel au niveau des coûts principaux

- Nous avons besoin des taux journaliers estimés et des CV du personnel prévu.
- **Brut employeur : 20 000 EUR**
- **Cotisations de sécurité sociale : 1 500 EUR**
- **Bonus saisonniers : 500 EUR**

Taux journaliers estimés: $\frac{(20,000+1,500+500)}{220 \text{ jours de travail}} = 100 \text{ EUR par jour}$



Utiliser des chiffres annuels → Un an équivaut à 220 jours de travail, ce qui signifie un **maximum de 330** jours de **travail** pour ce projet de 18 mois.

Veuillez également inclure les éventuelles augmentations de salaire, car elles ne peuvent pas être augmentées rétrospectivement.

Coûts éligibles

Prestataires de services externes au niveau des prix du marché

- Cela inclut tous les contrats avec des sous-traitants ou des entreprises externes, par exemple :
 - Formateurs*trices et animateurs*trices d'ateliers, de séminaires et d'événements de formation externes. Les experts peuvent être listés individuellement ou regroupés dans un pool. Le profil des exigences techniques des experts doit être décrit. Les procédures d'attribution doivent être documentées.
 - Production et impression de matériel pédagogique et d'information
 - Prestation de services de conseil
 - Frais de transport et de logistique s'il ne s'agit pas d'une formation



Les prestataires de services externes doivent être convenus avec l'**équipe de la GIZ** et trois offres doivent être remises par expert lors de la phase de passation des marchés.

Coûts éligibles

Frais de voyage et billets d'avion

- Éligible à des taux maximums à des fins fiscales, mais ne doit pas dépasser les taux forfaitaires standard de la GIZ dans le pays concerné, tels qu'ils sont applicables à la date de signature de la convention. → Informations fournies sur demande.
- Seuls les billets d'avion en classe économique sont éligibles (pas de classe économique supérieure, ni de classe affaires).

Coûts éligibles

Coûts des matériaux et équipements et des biens d'équipement

- Ne devrait pas dépasser 30 % du budget et un montant total absolu (part GIZ) de 50 000 EUR.
 - Approbation de la GIZ nécessaire pour : les produits agrochimiques (par exemple, les pesticides) ou les médicaments
 - Aucun terrain ou bâtiment ne peut être acquis en totalité dans le cadre de ce contrat.
- a) **Transfert à une organisation d'intérêt public ou du secteur public à la fin du projet** (le nom de l'organisation / de la coopérative, etc. doit être fourni au moment de la signature du contrat).
→ Coût total éligible
- b) **Reste dans l'entreprise privée**
→ Seul l'amortissement pendant la phase du projet est éligible au remboursement (18 mois d'amortissement)
- c) **Si l'entreprise possède déjà l'équipement et souhaite l'utiliser pour le projet**
→ un taux d'amortissement pendant la durée du contrat peut être estimé et le taux peut être inclus dans le budget.
- d) **Approvisionnement en bétail**
→ Des explications sur la manière de garantir le bien-être des animaux doivent être fournies.

Coûts éligibles

Coûts des matériaux et équipements et des biens d'équipement

- Seuls les amortissements effectués pendant la durée du contrat peuvent faire l'objet d'un remboursement.
- Exemple de machine de traitement du maïs :
- Prix : EUR 10.000
- Achat pendant la phase de projet
- 100% utilisé pour le projet
- Période d'amortissement : 5 ans
- Taux de dépréciation : 20
- Chaque année jusqu'à la fin du projet, des coûts de 2000 EUR peuvent être déclarés (sous la rubrique autres coûts).

Coûts éligibles

Autres coûts (y compris les coûts de formation)

- Tous les coûts liés à la formation pour les petits exploitants agricoles, par exemple le lieu, le transport, l'impression, les indemnités journalières pour les participants s'il en a été convenu ainsi...
- Dépenses liées aux essais pilotes et aux parcelles de démonstration
- Coûts de l'audit (société enregistrée localement) du contrat du Fonds d'aide à l'adaptation (max. 3500 EUR par audit, veuillez prévoir 2 audits dans le cadre de ce projet).
- Coûts de fonctionnement liés au projet (par exemple, location de bureaux)

Coûts éligibles

Informations générales

- Les lignes budgétaires peuvent être dépassées de 10 % et au maximum de 2 500 EUR (par ligne budgétaire) (si le budget total reste le même), si une approbation supplémentaire de la GIZ est nécessaire sous la forme d'un amendement au contrat.
- De nouvelles lignes budgétaires peuvent être ajoutées au cours du projet, mais l'approbation de la GIZ sous la forme d'un amendement au contrat est nécessaire.
- Déclaration semestrielle obligatoire des coûts à la GIZ afin de recevoir d'autres paiements.